



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mercredi 5 avril 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

149

REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE

REVUE TRIMESTRIELLE
DE L'ASSOCIATION EUROPE
FINANCES RÉGULATIONS N° 149
1^{er} TRIMESTRE 2023

LES MONNAIES NUMÉRIQUES
ET LES CRYPTOACTIFS

SOMMAIRE

Les monnaies numériques et les cryptoactifs

9 Introduction

PIERRE LAHBABI

CHRISTIAN PFISTER

19 Les cryptos : la bienveillance coupable des régulateurs

AURORE LALUCQ

État des lieux

35 L'industrie crypto française et européenne : les nouveaux bâtisseurs de monnaies numériques

FAUSTINE FLEURET

53 Les fausses promesses de Terra-Luna

VIVIEN LEVY-GARBOUA

GÉRARD MAAREK

73 Enjeux et promesses des *stablecoins* décentralisés

LOUIS BERTUCCI

SÉBASTIEN CHOUKROUN

JULIEN PRAT

91 Monnaies numériques de banque centrale : une mise en perspective des travaux à travers le monde

NICOLAS DE SÈZE

107 Technologies des *stablecoins* et monnaies numériques de banque centrale

NICOLAS KOZAKIEWICZ

Perspectives et interrogations

121 Un euro numérique est-il légal ?

HUBERT DE VAUPLANE

139 Concevoir une monnaie numérique de banque centrale : partenariat public-privé et complémentarité avec les espèces

NATHALIE AUFAUVRE

PIERRE-ALEXANDRE ARANEGA

153 Comment les *stablecoins* et les MNBC peuvent rebattre les cartes dans les services financiers et les paiements

ISABELLE MARTZ

175 Réglementer les émetteurs de *stablecoins* adossés à des actifs

OLENA HAVRYLCHYK

191 Usage et régulation des *stablecoins* dans les paiements

XAVIER LAVAYSSIÈRE

Enjeux macroéconomiques et sociétaux

207 Implications des nouvelles formes de monnaie pour la stabilité financière : les monnaies numériques de banque centrale et les *stablecoins*

ULRICH BINDSEIL

225 Politique monétaire et monnaies numériques

CHRISTIAN PFISTER

241 *Stablecoins* et monnaies numériques de banque centrale : un enjeu géostratégique pour le Système monétaire international

CATHERINE LUBOCHINSKY

MARIANA ROJAS-BREU

257 La confidentialité des paiements : du XVIII^e siècle à l'euro numérique

ROSA GIOVANNA BARRESI

Chronique d'histoire financière

- 271 Qu'est-ce qui a déterminé la fréquence plus élevée et la plus grande gravité des crises financières en Espagne au cours des 165 dernières années (1850-2015) ?

CONCHA BETRÁN

MARIA A. PONS

Finance et littérature

- 281 Innovation ne signifie pas résilience...

ALAIN-GÉRARD SLAMA

Recension

- 289 Recension de l'ouvrage « Entre dollar et cryptomonnaies – Le défi des sanctions pour l'Europe »

DOMINIQUE PLIHON

Articles divers

- 295 Le label ISR français : gage de qualité extra-financière sans coût financier

YANN FERRAT

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
199^e année
6 avril 2023
n° 13 / 7990^e
pages 641 à 680

CHRONIQUE / Culte

Réparation des victimes de violences sexuelles dans l'Église :
le laboratoire de la Commission Reconnaissance et Réparation

> Entretien avec Antoine Garapon réalisé par Hafida Belrhali 654

ÉDITORIAL

641 Un serment doctoral, mais pour quoi faire?, *Nicolas Leblond*

ACTUALITÉS

- 644 Transport (commissionnaire): responsabilité pour fait personnel
- 645 Vente (conclusion): vente par mandataire d'un véhicule
- 645 Urbanisme (« dark stores »): qualification d'« entrepôts » pour la livraison rapide
- 647 Extradition (demande): attentats en Italie durant les « années de plomb »
- 648 Comité social et économique (consultation): gestion prévisionnelle des emplois

LECTURES

651 Les limites du droit et les méandres de l'interprétation, *Jean-Sylvestre Bergé*

POINT DE VUE

652 Que reste-t-il de la liberté contractuelle (à propos du titre IV du livre IV du code de commerce)?,
Cyril Grimaldi

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 662 **Panorama**: Droit de la filiation, *Patrice Hilt*
- 671 **Notes**: Nullité pour méconnaissance des dispositions statutaires: nouvelle étape,
note sous Com. 15 mars 2023, Alain Couret
- 676 Déclaration de créance et prolongation des délais pour les créanciers
étrangers, *note sous Com. 18 janv. 2023, Jean-Luc Vallens*

ENTRETIEN

680 Céline Castets-Renard – Proposition de règlement sur l'intelligence artificielle
(derniers développements)



Version numérique incluse*



322313



9 782993 223130

DALLOZ

Lefebvre Dalloz

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
STEPHANE DURET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DESSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVAUQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUTIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (5403)

- RÉDACTION

Maelle HARSOUËT DE KERAVEL (5379)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerces : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (5284)

Laurence BREUZE-DINNAT (5481)

Katy PERCHEREAU (5366)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Etranger : 1 016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Avril 2023

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Nicolas Leblond

641

Un serment doctoral,
mais pour quoi faire ?

ACTUALITÉS

644

DROIT DES AFFAIRES

Contrat d'affaires

Transport (commissionnaire): responsabilité
pour fait personnel, *Com.* 29 mars 2023

Entreprise en difficulté

Arrêt des poursuites individuelles (domaine):
action contre les dirigeants sociaux,
Com. 29 mars 2023

Admission des créances (compétence): office
du juge-commissaire, *Com.* 29 mars 2023

Admission des créances (redressement
judiciaire): recours contre la décision,
Com. 29 mars 2023

Presse et communication

Presse (prescription): conventionnalité du court
délai, *Cv.* 1^{er}, 29 mars 2023

Procédure pénale

Vidéosurveillance: prise de clichés
photographiques occasionnels,
Crim. 28 mars 2023

Extradition (demande): attentats en Italie
durant les « années de plomb »,
Crim. 28 mars 2023

648

DROIT PUBLIC

Santé publique

Soins psychiatriques (mesure d'isolement):
constitutionnalité du régime,
Cons. const. 31 mars 2023

648

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Comité social et économique (consultation):
gestion prévisionnelle des emplois,
Soc. 29 mars 2023

649

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Jugement (notification): point de départ du délai
du recours en révision, *Cv.* 2^e, 23 mars 2023

Profession juridique et judiciaire

Avocat (incompatibilité): activité d'agent sportif,
Cv. 1^{er}, 29 mars 2023

645

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Vente (conclusion): vente par mandataire
d'un véhicule, *Cv.* 1^{er}, 29 mars 2023

645

DROIT IMMOBILIER

Construction-Urbanisme

Urbanisme (« dark stores »): qualification
d'« entrepôts » pour la livraison rapide,
CE 23 mars 2023

646

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

État de nécessité (glyphosate): dégradation de
bidons dans un magasin, *Crim.* 29 mars 2023

LECTURES

Jean-Sylvestre Bergé

651

Les limites du droit
et les méandres de l'interprétation



POINT DE VUE

652

Que reste-t-il de la liberté contractuelle
(à propos du titre IV du livre IV du code de commerce)?
par Cyril Grimaldi



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

654

Réparation des victimes de violences sexuelles
dans l'Église: le laboratoire de la Commission
Reconnaissance et Réparation
par Antoine Garapon et Hafida Belhali

PANORAMA

662

Droit de la filiation
janvier 2022 – février 2023
par Patrice Hilt

NOTES

671

Nullité pour méconnaissance des dispositions statutaires:
nouvelle étape, note sous *Com.* 15 mars 2023
par Alain Couret

676

Déclaration de créance et prolongation des délais
pour les créanciers étrangers
Un vade-mecum pour les créanciers étrangers
note sous *Com.* 18 janv. 2023
par Jean-Luc Vallens



ENTRETIEN

680

Céline Castets-Renard – Proposition de règlement
sur l'intelligence artificielle (derniers développements)

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

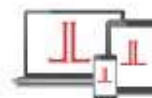
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revue.fr



JURISPRUDENCE

Sociétés en général

Action sociale *ut singuli* :
désignation obligatoire
d'un mandataire *ad hoc* en
cas de conflit d'intérêts
Com. 9 novembre 2022,
note Benoît Lecourt p. 223

Sociétés par actions simplifiées

Refus d'agrément :
la société tenue de racheter
au prix de l'expert ?
Com. 4 janvier 2023,
note Bruno Dondero p. 234

Commissaires aux comptes

Désaccord sur le montant des
honoraires du commissaire
aux comptes peut conduire au
relèvement de ses fonctions
Com. 4 janvier 2023,
note Philippe Merle p. 239

Droit pénal des sociétés

Banqueroute par
augmentation frauduleuse
du passif du débiteur
Crim. 1^{er} février 2023,
note Haritini Matsopoulou p. 243

Droit fiscal des sociétés

Usufruit et droits
d'enregistrement
Com. 30 novembre 2022,
note Régis Vabres p. 246

DALLOZ

Lefebvre Dalloz

REVUE DES SOCIÉTÉS

Avril 2023 - n° 4

ÉTUDE

Montée d'un activisme
actionnarial engagé :
quelles incidences potentielles ?
Viviane de Beaufort p. 207

CHRONIQUES

Chronique de droit des marchés
financiers
Pierre-Henri Conac,
Bénédicte François,
Anne-Catherine Muller
et Johan Prorok p. 255



Version numérique incluse*



Actualités _____ **201**

par Bénédicte François

Études _____ **207**

Montée d'un activisme actionnarial engagé : quelles incidences potentielles ?
Viviane de Beaufort _____ 207

Jurisprudence _____ **223**

Sociétés en général

Action sociale *ut singuli* : désignation
obligatoire d'un mandataire *ad hoc* en cas
de conflit d'intérêts
Note sous Com. 9 nov. 2022
note Benoît Lecourt _____ 223

L'absence d'immixtion trompeuse de la mère
du fait du seul paiement partiel des dettes
de sa filiale
Note sous Com. 9 nov. 2022
note Jean-François Hamelin _____ 227

Cession d'actions

Cession de droits sociaux : singularité de la
garantie légale due au cessionnaire ?
Note sous Com. 16 nov. 2022
note Jean-François Barbiéri _____ 231

Sociétés par actions simplifiées

Refus d'agrément : la société tenue de racheter
au prix de l'expert ?
Note sous Com. 4 janv. 2023
note Bruno Dondero _____ 234

Commissaires aux comptes

Un désaccord sur le montant des honoraires
du commissaire aux comptes peut conduire au
relèvement de ses fonctions
Note sous Com. 4 janv. 2023
note Philippe Merte _____ 239

Droit pénal des sociétés

Banqueroute par augmentation frauduleuse
du passif du débiteur
Note sous Crim. 1^{er} févr. 2023
note Haritini Matsopoulou _____ 243

Droit fiscal des sociétés

Usufruit et droits d'enregistrement
Note sous Com. 30 nov. 2022
note Régis Vabres _____ 246

Droit social et sociétés

La mixité proportionnelle applicable aux élec-
tions partielles des représentants du personnel
Note sous Soc. 9 nov. 2022
note Franck Petit _____ 249

Chronique de droit des marchés financiers _____ **255**

par Pierre-Henri Conac, Bénédicte François, Anne-Catherine Muller et Johan Prorok



QUESTION D'ACTUALITÉ

LA DISTRIBUTION DE RÉSERVES, PRIMES OU REPORT À NOUVEAU, HORS ASSEMBLÉE ANNUELLE D'APPROBATION DES COMPTES

La distribution est possible, pour peu qu'elle soit conforme à l'intérêt social.

37



www.efl.fr



À LA UNE

Commentaires - Une ordonnance réforme l'exercice en société des professions libérales réglementées

19

Commentaires - Loi DDADUE 3 : mesures en droit des sociétés

33

Consommation - La rédaction d'un contrat type d'assurance-vie trompeur constitue une pratique commerciale déloyale

17



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Cession d'une filiale en difficulté
- 4 - Demande d'injonction de respecter le devoir de vigilance
- 6 - Comptes annuels des sociétés en début de vie sociale
- 6 - Faute du liquidateur amiable d'une société ayant omis une créance litigieuse
- 7 - Signification d'une assignation à une société
- 7 - Information préalable des salariés en cas de cession de contrôle de la société

Entreprise en difficulté

- 8 - Action en responsabilité formée par un débiteur en liquidation judiciaire
- 9 - Effets de la caducité de l'accord de conciliation
- 10 - Renforcement de la mission de l'administrateur judiciaire

Contrats

- 11 - Rétractation d'une promesse unilatérale de vente
- 12 - Assurance perte d'exploitation et Covid-19
- 13 - Preuve du contrat de mandat
- 13 - Suspension de la prescription de l'action pour défaut de délivrance

Finances de l'entreprise

- 14 - Violence économique et cautionnement

Biens de l'entreprise

- 15 - Renonciation à l'application du statut des baux commerciaux

Concurrence

- 16 - Validité de la procédure d'engagements devant l'Autorité de la concurrence

Consommation

- 17 - Pratique commerciale déloyale par une compagnie d'assurances

Et aussi...

- 18 - Extinction des publicités et enseignes lumineuses sur tout le territoire : l'application immédiate retoquée

Commentaires

- 19 - Réforme de l'exercice en société des professions libérales réglementées
- 33 - Loi DDADUE 3 : mesures en droit des sociétés

Veilles

- 45 - Veille législative
- 45 - Veille fiscale et sociale



QUESTION D'ACTUALITÉ



37

**LA DISTRIBUTION DE RÉSERVES,
PRIMES OU REPORT À NOUVEAU,
HORS ASSEMBLÉE ANNUELLE
D'APPROBATION DES COMPTES**

Actualité des procédures collectives, n° 7 du 31 mars 2023

Sommaire du numéro

Repère



DÉCLARATION DE CRÉANCE

Déclaration de créance versus simple actualisation ?

N° 77 - Par Marie-Pierre DUMONT

[Consulter le PDF](#)

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION

Déclaration de créance ou actualisation d'une ancienne déclaration ? Interprétation souveraine des juges du fond

N° 78

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

Caractérisation et portée d'une modification de fondement d'une créance déclarée : une illustration avec la clause pénale et la responsabilité contractuelle

N° 79 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCES

Absence de pouvoir de fixer au passif une créance par le juge saisi d'une contestation sérieuse

N° 80

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ADMISSION DES CRÉANCES

Indivisibilité du pourvoi en matière d'admission des créances

N° 81

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Précision sur la prescription applicable à l'action fondée sur le non-respect de la priorité d'embauche

N° 82

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Caractérisation du licenciement pour motif économique en cas de baisse de l'excédent brut d'exploitation

N° 83

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Un rappel nécessaire : les créances salariales antérieures restent soumises au régime de la procédure collective même après l'adoption du plan

N° 84

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Fait générateur de la créance compensatrice de congés payés : la rupture du contrat de

travail

N° 85

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le liquidateur, seul titulaire de l'action fondée sur l'article L. 141-17 du Code de commerce

N° 86

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | CLÔTURE DE LA PROCÉDURE

Déchéance d'un pourvoi intenté par le liquidateur après la clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actifs

N° 87

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Exclusion des fautes de gestion commises pendant la période d'observation en cas de conversion en liquidation judiciaire

N° 88 - Par Laurence FIN-LANGER

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Entre caractérisation de fautes de gestion et prise en compte des efforts personnels du dirigeant

N° 89

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Illustration du pouvoir d'appréciation et de fixation du quantum de la condamnation

N° 90

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | BANQUEROUTE

Nouvelle approche de la banqueroute par augmentation frauduleuse du passif

N° 91 - Par Agnès CERF-HOLLENDER

[Consulter le PDF](#)

Droit des sociétés, n° 4 du 01 avril 2023

Sommaire du numéro

Repère

DÉPENSES FISCALES

[Les dépenses fiscales en faveur des entreprises : continuité d'une spécificité de l'économie française](#)

N° 4 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | COMPLIANCE

[Panorama de la compliance et éthique des affaires - ce qui s'est passé à l'international](#)

N° 17 - Par Isabelle BUFFLIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SOCIÉTÉ

[Société - Professions libérales réglementées : l'ordonnance est publiée](#)

N° 18

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÉPARTITION ÉQUILIBRÉE DES SEXES

[Répartition équilibrée de chaque sexe parmi les dirigeants d'entreprise : entrée en vigueur de certaines dispositions le 1er mars 2023](#)

N° 19

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROTECTION DES LANCEURS D'ALERTE

[Nouvel arrêt de principe sur la protection des lanceurs d'alerte](#)

N° 20 - Par Aurélia SCHAHMANECHE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AMF

[Risques encourus à l'occasion d'opérations de financement dilutives : l'AMF demande aux sociétés cotées de davantage informer les investisseurs](#)

N° 21

[Consulter le PDF](#)

Étude

SOCIÉTÉ ANONYME

[AG annuelle 2023](#)

N° 3 - Par Marie SUPIOT

[Consulter le PDF](#)

Commentaires

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | CESSION DE DROITS SOCIAUX

[Non-concurrence née de la garantie légale d'éviction : mise en oeuvre du plafonnement de la durée](#)

N° 41 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | USUFRUIT DE DROITS SOCIAUX

Le « démembrement de propriété » est mort ! Vive l'usufruit !

N° 42 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE

Dissolution d'une société civile : la mésentente ne suffit pas

N° 43 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SCPI

Les parts de SCPI ne sont pas des valeurs mobilières

N° 44 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SARL

Cogérance et caractère individuel de la responsabilité civile

N° 45 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SA

Compétence exclusive du conseil d'administration et du conseil de surveillance en matière de rémunération

N° 46 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | AMF

La question du sursis à exécution en cas de recours contre les décisions de l'AMF

N° 47 - Par Olympe DE BAILLIENCOURT

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | AMF

Pouvoir de saisine des enquêteurs de l'AMF dans le cadre des visites domiciliaires

N° 48 - Par Olympe DE BAILLIENCOURT

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | ACTION EN COMPLEMENT DE PASSIF

Procédure

N° 49 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | CESSION D'ACTIFS

Vente aux enchères

N° 50 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | LIQUIDATION JUDICIAIRE

Demande de conversion

N° 51 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | BANQUEROUTE

Banqueroute par augmentation frauduleuse du passif

N° 52 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | REVENU DISTRIBUÉ

Caractère imposable de dividendes crédités au compte courant d'un associé et ne pouvant être effectivement appréhendés par celui-ci

N° 53 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | IS

Conditions de validité de l'option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés

N° 54 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 13 du 03 avril 2023

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

[Boîte noire contre Lumières](#)

N° 403 - Par Gaspard KOENIG

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | CONSEIL D'ÉTAT

[Le Conseil d'État, un impérial juge de cassation](#)

N° 404 - Par Julien BOUDON

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | ENVIRONNEMENT

[L'accélération de la production des énergies renouvelables devant le Conseil constitutionnel](#)

N° 405 - Par Michel VERPEAUX

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

[ChatGPT, un pas de plus vers le droit augmenté](#)

N° 406 - Par Delphine IWEINS

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 22 au 29 mars 2023](#)

N° 407

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 13 au 19 mars 2023](#)

N° 408

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES

[L'inefficacité de la production d'une copie pour prouver l'envoi de l'original](#)

N° 409 - Par Matthieu ROBINEAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RÉFÉRÉS PRÉCONTRACTUELS

[La signature du contrat et le pourvoi contre l'ordonnance précontractuelle](#)

N° 410 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CRÉDIT IMMOBILIER

[Une clause résolutoire doit être appliquée après un délai raisonnable](#)

N° 411

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PRÊT

[Contrat de prêt : peut être qualifiée d'abusive une clause prévoyant l'exigibilité immédiate](#)

N° 412

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 22 au 29 mars 2023

N° 413

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 13 au 19 mars 2023

N° 414

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CRÉANCES SALARIALES

Relevé des créances salariales et contenu de l'information délivrée par le mandataire judiciaire

N° 415 - Par Gilles DEDESSUS-LE-MOUSTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SYNDICATS PROFESSIONNELS

Date d'appréciation de l'effectif requis en vue de la désignation d'un représentant syndical au CSE

N° 416 - Par Lydie DAUXERRE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 22 au 29 mars 2023

N° 417

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 13 au 19 mars 2023

N° 418

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Le préjudice d'atteinte à la dignité des travailleurs de l'amiante : les errements de la chambre sociale de la Cour de cassation

N° 419 - Par Jonas KNETSCH

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 22 au 29 mars 2023

N° 420

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêt P de la Cour de cassation du 13 au 19 mars 2023

N° 421

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Protection conventionnelle de la recherche universitaire

N° 422 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | ENVIRONNEMENT

Nouvelle étape du contentieux des véhicules diesels à dispositif d'invalidation

N° 423 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | CONCURRENCE

Règlement d'application de l'article 102 TFUE interdisant les abus de positions dominantes et effet direct de cet article

N° 424 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | SOCIÉTÉS

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 13 du 30 mars 2023

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

CONCURRENCE

3 QUESTIONS - Présomptions de préjudice de la directive « damages » : ont-elles permis de faciliter les actions en follow-on ?

N° 308 - Par Julie CATALA MARTY et Rémi BEYDON

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISE

Bilans départementaux des entreprises françaises sur l'année 2022 : ce qu'il faut en retenir

N° 309

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Le volet répressif de la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire

N° 310

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Actes pratiques et ingénierie sociétaire

N° 311

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Créations d'entreprises - février 2023

N° 312

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Revente par le locataire commerçant de l'immeuble préempté : pas de nouvelles contraintes à venir !

N° 313

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Point de départ du délai de préavis applicable au congé

N° 314

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Soupçons de pratiques anticoncurrentielles et obligation d'enregistrement des entretiens

N° 315

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ÉNERGIE

Contrat conclu entre le gestionnaire de réseau et les fournisseurs : impossible transfert des coûts au fournisseur

N° 316

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ÉNERGIE

Accélération de la production d'énergies renouvelables : la loi est publiée

N° 317

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

Les propositions de la Commission européenne pour lutter contre l'« écoblanchiment »

N° 318

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

Adaptation de la partie réglementaire du Code de procédure pénale à la création des officiers judiciaires de l'environnement

N° 319

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Contrat de prêt : peut être qualifiée d'abusive une clause prévoyant l'exigibilité immédiate

N° 320

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Crédit immobilier : une clause résolutoire doit être appliquée après un délai raisonnable

N° 321

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Publicité comparative trompeuse : nécessaire incidence sur le comportement économique des personnes ciblées

N° 322

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

« Droit à la réparation » : la Commission européenne présente de nouvelles règles en faveur des consommateurs

N° 323

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Les risques psychosociaux doivent être expressément pris en compte lors de l'élaboration des PSE

N° 324

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Fixation des créances salariales : l'information donnée par le mandataire judiciaire au salarié doit être précise et complète pour faire courir le délai de forclusion

N° 325

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Irrecevabilité de la contestation de la validité d'un protocole d'accord préélectoral par un syndicat affilié à la fédération ou à l'union de syndicats signataire du protocole

N° 326

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

Nouveau montant servant au calcul de la créance imputable sur le solde de la taxe d'apprentissage

N° 327

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ INTERNATIONALE

OCDE : 5e rapport d'examen par les pairs sur la lutte contre le chalandage fiscal

N° 328

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

La vente, par une entreprise d'assurance, des épaves acquises auprès de ses assurés à la suite de sinistres qu'elle a couverts est soumise à la TVA

N° 329

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

La nouvelle réforme du droit des sociétés d'exercice des professions juridiques et judiciaires

N° 1092 - Par Serge NONORGUE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

Révolution ! La Cour de cassation réécrit l'article L. 227-9 du Code de commerce

N° 1093 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Offre de titres et actionariat salarié en France : guide pratique

N° 1094 - Par Faustine PAOLUZZO et Léa BENEDETTI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Procédure collective et compétence du juge-commissaire pour connaître de la revendication des biens mobiliers

N° 1095 - Par Barbara FRELETEAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Consommateur et non-professionnel : une distinction non discriminante, fondée sur la personnalité morale du non-professionnel

N° 1096 - Par Chloé CALMETTES

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Sur la mise en oeuvre par le bailleur d'une garantie à première demande et l'opposition du preneur qui entend bénéficier des dispositions de l'article 14 de la loi du 14 novembre 2020

N° 1097 - Par Philippe-Hubert BRAULT

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

Droit du travail

N° 1098 - Par Bernard TEYSSIÉ , Bernard BOSSU , Jean-François CESARO , Lydie DAUXERRE , Emeric JEANSEN et Yannick PAGNERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PRIX DE TRANSFERT

Avances non rémunérées : comment déterminer le quantum de la réintégration ?

N° 1099 - Par Théophile TRANCART

[Consulter le PDF](#)

BULLETIN JOLY BOURSE

ACTUALITÉ DU DROIT FINANCIER

À LA UNE

PRESTATAIRES

Responsabilité du PSI : réflexions sur la compétence du client
et sur le rôle de la causalité → PAGE 18

Johan PROROK

ABUS DE MARCHÉ

L'appréciation du caractère précis d'une information privilégiée → PAGE 4

Thierry GRANIER

PRODUITS FINANCIERS

Précisions sur la constitution du nantissement de titres financiers → PAGE 32

Maxime JULIENNE

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Les ORNANE avec BSA à l'épreuve du service de prise ferme
et de l'*equity line* → PAGE 36

Thierry BONNEAU

SOMMAIRE

ABUS DE MARCHÉ

- BJB201e1 • **L'appréciation du caractère précis d'une information privilégiée** 4
Thierry GRANIER – Cass. com., 30 nov. 2022, n° 20-19251, F-D

PRESTATAIRES

- BJB201d4 • **Sanction d'une société de gestion britannique et de deux de ses dirigeants pour manquements à leurs obligations professionnelles** 8
Michel STORCK – AMF, 30 déc. 2022, n° SAN-2023-01, n° 12, Sté H2O AM LLP et MM. X et Y
- BJB201d8 • **Sociétés de gestion de portefeuille : l'AMF rappelle que le formalisme ne suffit pas** 11
Jérôme HERBET – AMF, déc., 21 déc. 2022, n° 11, SAN-2022-12
- BJB201e2 • **Nouvelle sanction d'un CIF ayant encaissé des fonds de ses clients à l'occasion de la commercialisation de parts de SCPI** 14
Jérôme HERBET – AMF, déc., 15 févr. 2023, n° 2, SAN-2023-03
- BJB201e5 • **Responsabilité du PSI : réflexions sur la compétence du client et sur le rôle de la causalité** 18
Johan PROROK – Cass. com., 9 nov. 2022, n° 20-22126, F-D
- BJB201d7 • **Supervisory Briefing de l'ESMA sur le recours à des agents liés : quelles sont ses attentes ?** 23
Emmanuelle BOURETZ – ESMA, Supervisory Briefing on supervisory expectations in relation to firms using tied agents in the MiFID II framework (ESMA35-43-2900), 2 févr. 2022

PRODUITS FINANCIERS

- BJB201e3 • **Précisions sur la constitution du nantissement de titres financiers** 32
Maxime JULIENNE – Cass. com., 30 nov. 2022, n° 20-23554, F-B

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

- BJB201d5 • **Les ORNANE avec BSA à l'épreuve du service de prise ferme et de l'*equity line*** 36
Thierry BONNEAU – CA Paris, 5-16, 17 janv. 2023, n° 21/05879, Sté Biophytis c/ Sté Negma Group LTD

SOCIÉTÉS COTÉES

- BJB201d9 • **Les nouvelles propositions du Club des juristes sur l'activisme actionnarial et la libre expression de l'actionnaire actif** 40
Quentin BERTRAND – Le Club des juristes, rapp. et note de suivi, Activisme actionnarial, déc. 2022

DOCTRINE

- BJB201d6 • **L'extraterritorialité du droit de l'Union européenne : réflexions à la suite du rapport du HCJP** 45
Sylvain BOLLÉE

LIBRES PROPOS

- BJB201e4 • **Régime pilote et nouveaux entrants** 55
François GILBERT

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

DOCTRINE

Réforme des sociétés des professions libérales réglementées → PAGE 58

Dorothee GALLOIS-COCHET

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Pacte d'associés et prohibition des pactes sur succession future → PAGE 10

Estelle NAUDIN

Rémunération du PDG : la compétence du conseil d'administration
est bien exclusive → PAGE 12

Arnaud REYGROBELLET

DROIT COMMUN

L'injonction de procéder au dépôt des pièces et actes
ne se prescrit pas... ou presque → PAGE 5

Jean-Baptiste BARBIÈRI

SOMMAIRE

DROIT COMMUN

- BJS201x5 • **L'injonction de procéder au dépôt des pièces et actes ne se prescrit pas... ou presque** 5
Jean-Baptiste BARBIÈRI – Cass. com., 25 janv. 2023, n° 21-17592, F-B
- BJS201x2 • **Abus de biens sociaux : quelle prescription en cas de dissimulation ?** 7
Renaud SALOMON – Cass. crim., 18 janv. 2023, n° 22-82465, F-D

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS201x6 • **Pacte d'associés et prohibition des pactes sur succession future** 10
Estelle NAUDIN – Cass. 1^{re} civ., 25 janv. 2023, n° 19-25478, FS-B
- BJS201w4 • **Rémunération du PDG : la compétence du conseil d'administration est bien exclusive** 12
Arnaud REYGRABELLET – Cass. com., 4 janv. 2023, n° 20-17658, F-D
- BJS201y8 • **L'indivisibilité de l'augmentation et de la réduction de capital réalisant un coup d'accordéon** 16
François-Xavier LUCAS – Cass. com., 4 janv. 2023, nos 21-10609 et 21-12515, F-B
- BJS201x8 • **La responsabilité du cédant d'actions pour réticence dolosive et faute de gestion** 17
Thibaut MASSART – Cass. com., 25 janv. 2023, n° 21-20021, F-D
- BJS201w9 • **Conventions réglementées, nullité du bail et intérêt indirect du dirigeant de la société preneuse** 20
Bastien BRIGNON – Cass. 3^e civ., 30 nov. 2022, n° 21-20910, F-D
- BJS201x1 • **Refus d'agrément : portée de l'acceptation de l'offre de rachat d'actions** 23
Gauthier LE NOACH – Cass. com., 4 janv. 2023, n° 21-10035, F-D

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS201w5 • **Société civile : comment éviter la dissolution pour mésentente ?** 26
Thibault de RAVEL D'ESCLAPON – Cass. 1^{re} civ., 18 janv. 2023, n° 19-24671, F-B
- BJS201w8 • **Mise en jeu de la responsabilité personnelle des associés en cas de révocation sans juste motif** 28
Jean-Christophe PAGNUCCO – CA Angers, ch. A com., 17 janv. 2023, n° 19/02320

AUDIT ET CONTRÔLE DES COMPTES

- BJS201u2 • **Commissaire aux comptes suppléant : originalités d'une action en relèvement** 31
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 4 janv. 2023, n° 21-14547, F-D
- BJS201w7 • **Incidence disciplinaire de la refonte des dispositions gouvernant le contrôle légal** 33
Jean-François BARBIÈRI – H3C, 9 févr. 2023, n° FR-2022 07 S

FUSIONS ACQUISITIONS

- BJS201w6 • **Fusion et qualité à agir de l'absorbante** 36
Bruno DONDERO – Cass. com., 30 nov. 2022, n° 20-19184, F-B
- BJS201w3 • **Être et/ou ne pas être, telle est la fusion** 37
Bruno DONDERO – CA Aix-en-Provence, 1-1, 10 janv. 2023, n° 22/09093
- BJS201x9 • **Date d'effet de la fusion et opposabilité : effet procédural de la distinction** 39
Bruno DONDERO – CA Montpellier, 4^e ch. civ., 26 janv. 2023, n° 20/01507

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS201x0 • **Échec d'une saisie-attribution d'un boni de liquidation issu d'une clôture pour extinction du passif** 42
Laurence FIN-LANGER – Cass. com., 18 janv. 2023, n° 21-18492, F-B
- BJS201y7 • **Recevabilité de la tierce-opposition d'un actionnaire au jugement d'arrêté du plan de redressement** 44
François-Xavier LUCAS – Cass. com., 8 févr. 2023, n° 21-14189, F-B
- BJS201x4 • **Pas de délai de distance pour déclarer une créance résultant de la résiliation d'un contrat en cours** 46
David ROBINE – Cass. com., 18 janv. 2023, n° 21-15514, F-B
- BJS201v3 • **TUP et arrêt de l'exécution provisoire d'un jugement ouvrant une liquidation judiciaire** 48
Nadège JULIAN – CA Paris, 5-8, 10 janv. 2023, n° 22/20437

CHRONIQUE

- BJS201z1 • **Droit fiscal** 51
sous la direction de Régis VABRES

DOCTRINE

- BJS201z0 • **Réforme des sociétés des professions libérales réglementées** 58
Dorothée GALLOIS-COCHET

À la une

Une approche sémantique et conceptuelle de la justice pénale restaurative : des interrogations qui perdurent

étude par Julien FAIDHERBE

L'article 10-1 du Code de procédure pénale qui définit la justice restaurative n'a subi aucune modification depuis son entrée en vigueur il y a près d'une décennie. Quelques interrogations peuvent être soulevées quant au sens accordé à cette notion en procédure pénale.



© New Africa_AdobeStock

Actualité

Avocats et réseaux sociaux : une communication à encadrer
focus

Le tribunal judiciaire de Lyon décerne son premier prix « Polar et justice »

entretien avec Nicolas JACQUET et Michaël JANAS

Technique

La qualification des décisions pénales

par Thomas LEBRETON et Evan RASCHEL

Jurisprudence

De la détermination essentielle du cadre procédural adéquat

note par Philippe COLLET
sous Cass. crim., 7 févr. 2023

Gazette Spécialisée

DROIT PRIVÉ DU PATRIMOINE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• **Grégory DUMONT**

*Avocat au barreau des Hauts-de-Seine, associé,
CMS Francis Lefebvre Avocats*

• **Quentin GUIGUET-SCHIELÉ**

Maître de conférences à l'université Toulouse 1 Capitole

AVEC LA PARTICIPATION DE

Guillaume BEAUSSONIE, Sylvain BERNARD, Maryline BRUGGEMAN, Julien DELVALLÉE, Sophie DEVILLE, Axelle DUPIRE, Marie GAYET, Mélanie JAOU, Clément MIMRAN et Pierre-Jean THIL



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication : Bruno Vergé
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :
Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :
Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2023
* Prix TTC au n° : 20 €
+ frais de port
* Abonnement France (un an) :
Journal seul : 570,74 € TTC
Recueils + table seuls : 556,45 € TTC
Journal, recueil + table : 764,73 €
Abonnement feuilletable numérique : 244,02 € TTC
* Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 645 €
Journal, recueil + table : 859 €
Abonnement feuilletable numérique : 239 €

Internet : gazette-du-palais.fr
Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0523 T 83097
ISSN 0242-6331
Dépôt légal à parution
Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;
impact gaz à effet de serre
pour un exemplaire : 713 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL447w7 ■ Avocats et réseaux sociaux : une communication à encadrer 3
GPL447w6 ■ 400 avocats du Gard muets après un incident aux assises 5
GPL447p1 ■ Réforme de la PJ : la contestation se poursuit 6
GPL447z6 ■ Le tribunal judiciaire de Lyon décerne son premier prix
« Polar et justice »
entretien avec Nicolas JACQUET et Michaël JANAS 8


Doctrine

- GPL447c2 ■ Une approche sémantique et conceptuelle de la justice
pénale restaurative : des interrogations qui perdurent
étude par Julien FAIDHERBE 11

Technique

- GPL447e4 ■ La qualification des décisions pénales
par Thomas LEBRETON et Evan RASCHEL 15

Jurisprudence

- GPL447j1 ■ La correctionnalisation du viol incestueux
note par Rodolphe MÉSA sous Cass. crim., 8 févr. 2023 19
GPL447y0 ■ De la détermination essentielle du cadre procédural adéquat
note par Philippe COLLET sous Cass. crim., 7 févr. 2023 22
GPL447x0 ■ Le TEG, un taux pas comme les autres
note par François GUÉRANGER sous Cass. com., 15 févr. 2023 25
GPL447q4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 28
GPL447y1 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 34
GPL447d6 ■ Chronique de jurisprudence du droit des étrangers
par Benjamin BRAME <https://ltext.so/GPL447d6> 

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL447w5 ■ Adrien Verrier, bâtonnier du barreau de Nice 37

Gazette Spécialisée

DROIT PRIVÉ DU PATRIMOINE

Sous la responsabilité scientifique de
Quentin GUIGUET-SCHIELÉ et Grégory DUMONT

39